



La guerre contre l'Iran met l'écrasement du peuple palestinien au second plan

## Description

Par Agence Média Palestine, le 2 mars 2026

La guerre israélo-américaine contre l'Iran enclenchée le 28 février 2026 a immédiatement entraîné des conséquences pour la population palestinienne, dont le calvaire passe désormais au second plan de l'actualité internationale.



Alors que les regards se tournent ailleurs, Israël en profite pour appliquer de nouveau ses méthodes de punition collective – l’attaque contre la population palestinienne à Gaza et en Cisjordanie. Dès les premières heures de l’attaque contre l’Iran, Israël a annoncé une nouvelle fermeture du point de passage de Rafah reliant la Palestine à l’Egypte, fermée pendant 20 mois durant le génocide et rouvert partiellement il y a un mois. Plus tard dans la soirée du 28 février, le COGAT, organisme israélien agissant dans le territoire palestinien, a publié un communiqué sur sa page Facebook annonçant la fermeture de tous les points de passage menant à Gaza et à la Cisjordanie occupée « jusqu’à nouvel ordre ».

Immédiatement, l’inquiétude s’est répandue au sein de la population traumatisée par la famine subie durant les deux dernières années de génocide, entraînant dans les marchés de Gaza des achats de panique, par crainte de pénuries alimentaires. Comme le décrit [un reportage d’Al Jazeera](#), les rayons se sont rapidement vidés, entraînant immédiatement une augmentation des prix des produits de première nécessité.

Ces nouvelles fermetures, ainsi que le départ annoncé de plusieurs ONG internationales, répandent une angoisse existentielle parmi les Palestiniens de Gaza. Si la Cour suprême israélienne a accordé vendredi 27 février un sursis aux ONG humanitaires étrangères en suspendant les cessations d’activités de 37 entre elles menacées d’expulsion, après qu’elles ont refusé de se plier aux exigences du gouvernement israélien, leur départ est

toujours sur la table.

Dans un [article pour la chaîne qatarie](#), la journaliste palestinienne Ohood Nassar estime que la restriction des activités des ONG et le blocage de l'aide humanitaire en raison de la fermeture des points de passage frontaliers constituent « une nouvelle punition collective » appliquée par Israël. Elle rappelle que les ONG concernées estiment représenter « elles seules la moitié des distributions alimentaires et 60 % des services fournis dans les hôpitaux de campagne de Gaza. » « Tout cela s'ajoute à la guerre que poursuit Israël contre l'UNRWA », ajoute la journaliste. Depuis sa création fin 1949, cette agence des Nations Unies est le pilier de l'aide internationale aux réfugiés palestiniens et palestiniens sur leur territoire et dans les pays voisins. Or, Israël interdit ses opérations et bloque l'acheminement de son matériel vers la bande de Gaza. « Grâce à un lobbying acharné, Israël est parvenu à obtenir des coupes budgétaires substantielles pour l'UNRWA. En conséquence, 600 employés ont été licenciés le mois dernier. Les salaires des autres ont été réduits de 20 %. L'interdiction des ONG risque d'entraîner la perte d'emploi de milliers de personnes. Et ce, alors que le chômage à Gaza a dépassé les 80 % », écrit la journaliste palestinienne.

## Les populations palestiniennes ne disposent pas d'abris

En Cisjordanie occupée, les attaques incessantes de colons et de l'armée israélienne n'ont pas été ralenties par la guerre en Iran, et [l'annexion de facto](#) semble plus que jamais une réalité tangible.

Comme dans le reste du territoire, les Palestiniens de 1948 (citoyens d'Israël) continuent de subir l'apartheid. [Nous l'avons exposé](#) lors de la première guerre des 12 jours contre l'Iran en juin 2025 : les Palestiniens d'Israël sont discriminés jusque dans les abris antimissiles. Contrairement aux villes à majorité juive, les villes à majorité palestinienne ne sont dotées que de très peu d'abris antimissiles ce qui en fait la population la plus vulnérable lorsqu'Israël est en guerre contre un autre pays comme c'est le cas actuellement. Ainsi, dès les premières heures de la guerre, des explosions ont été entendues à Jérusalem et en Cisjordanie occupées. Une vingtaine d'explosions ont retenti au-dessus de Ramallah, en Cisjordanie, où plusieurs missiles ont été interceptés, et de la fumée s'élevait à l'ouest de la ville, selon un journaliste de l'AFP.

Dans le reste du territoire, selon le site [Nagabiya](#), centre d'information et de recherche du Forum pour la coexistence dans le Néguev, créé en 2023 afin de pallier le manque d'études régulières sur la population bédouine du Néguev et ses besoins, environ 65 % de cette population « ne bénéficie d'aucune protection privée standard ». « Selon les cartes gouvernementales, dans les sept villes et villages bédouins reconnus par les conseils régionaux, on ne compte que six abris publics pour une population de 322 947 habitants, soit un abri pour 53 825 habitants », indique le centre d'information. À titre de comparaison, précise-t-il, dans la ville à majorité juive d'Ofakim (environ 41 000 habitants), le ratio est de un abri pour 273 habitants et à Meitar (environ 11 800 habitants), de un pour 369. « Cet écart illustre un système de protection inégal : un habitant juif du Néguev bénéficie d'un accès à un abri public dont la capacité d'accueil varie de quelques centaines à plusieurs milliers de personnes. Un habitant bédouin, s'il existe un abri dans sa communauté, est tenu de le partager avec des dizaines de milliers de personnes », analyse Nagabiya.

## Tags

1. aide humanitaire
2. Gaza
3. gÃ©nocide
4. guerre
5. iran
6. palestine
7. protection

**date crÃ©e**  
2026/03/02